European Trade Union Confederation (ETUC)
Confédération européenne des syndicats (CES)

BULLETIN D'INFORMATION SUR LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES, 2008/2

L'OCDE ET LA FORMATION DES SALAIRES DANS LA ZONE EURO : COMMENT DES À PRIORI IDÉOLOGIQUES CONDUISENT A UNE MAUVAISE LECTURE DE L' ÉVIDENCE EMPIRIQUE

Dans une étude économique portant sur la zone euro et publiée en janvier 2007, l'OCDE a transmis deux messages politiques remarquables. Le premier message est qu'une politique agissant sur la demande, en stabilisant l'activité lorsque l'économie est frappée de plein fouet, a un impact structurel et positif sur les performances de croissance sur le long terme. En d'autres termes, la politique monétaire ne doit pas être vue comme un simple « feu de paille » ayant uniquement des effets temporaires et à court terme sur l'économie. Pour les décideurs européens habitués à l'idée que « l'argent est un voile », que la politique monétaire n'existe que pour lutter contre l'inflation et ne peut pas faire grand-chose en matière de croissance et d'emploi, cela devrait faire l'effet d'un choc.

Cependant, l'OCDE conforte immédiatement les responsables politiques européens dans leurs à priori traditionnels. Le rapport poursuit en affirmant que, contrairement aux États-Unis, il est tout à fait impossible aux responsables financiers de la zone euro d'appliquer une politique monétaire encourageant la croissance et l'emploi. Des salaires « rigides » de ce côté de l'Atlantique entraînent le « gel » de l'inflation, ce qui force dès lors la Banque centrale européenne à ne pas soutenir la demande même dans une période de ralentissement économique.

L'IMPORTANCE DE LA MONNAIE

La CES a souvent souligné qu'en raison d'un manque de politiques actives agissant sur la demande, la zone euro tend à être confrontée à plusieurs années de croissance anémique après avoir subi un ralentissement initial de cette dernière. Ceci pose le risque de chômage cyclique devenant un chômage structurel en raison des effets « d'hystérèse » du marché du travail. Les travailleurs devenant des chômeurs à long terme courent le grave danger de perdre leurs qualifications, de se démotiver et d'être les victimes d'une sélection « triée sur le volet » par les employeurs au moment où ces travailleurs postulent pour un emploi.

L'étude de l'OCDE sur la zone euro ne confirme pas seulement cette argumentation, mais elle la renforce même. Selon l'OCDE, la zone euro éprouve des difficultés pour se rétablir après avoir subi un choc important sur la demande,

l'engageant ainsi dans un modèle de faible croissance persistante. Ceci a une fois de plus été clairement mis en lumière lors du dernier ralentissement économique en 2001 ou il a fallu pas moins de 4 à 5 ans à la zone euro pour se redresser.

L'OCDE souligne qu'il y a des mécanismes d'auto-renforcement en jeu, de telle sorte que ce qui se commence par un repli temporaire finit par devenir un effondrement structurel. Il est parfois stupéfiant de lire comment les effets d'hystérèse du marché du travail, les mêmes que ceux auxquels la CES fait référence, sont décrits par l'OCDE (perte du moral et des qualifications, stigmatisation du chômeur, escalade inexorable du chômage structurel).

Mais il y a plus. L'OCDE va même plus loin en soulignant des effets d'hystérèse similaires sur la croissance potentielle provenant des marchés de produits[1]. Un effondrement prolongé de la croissance économique peut être préjudiciable pour :

- **l'innovation :** La recherche et le développement ont plus tendance à produire des résultats s'il y a des investissements continus et stables dans ces domaines. Cependant, les fortes crises touchant l'ensemble de la croissance et de la demande désorganisent les flux de trésorerie, obligeant les entreprises à court d'argent à faire marche arrière dans leurs efforts en faveur de la recherche. Un tel environnement macro-économique n'est pas stable et ne fournit pas au monde des affaires les bons stimulants pour investir dans l'innovation.

- **l'activité en matière d'investissement :** Le facteur «d'incertitude» affecte également les investissements en général. Les politiques agissant sur la demande peuvent être considérées comme une forme d'assurance générale encourageant les investissements. Si le monde des affaires sait qu'un choc négatif sur la demande sera rapidement traité par les responsables de la politique macroéconomique, la propension du monde des affaires à investir sera plus élevée[2]. Si, par contre, le monde des affaires prend en compte la possibilité qu'un choc possible sur la demande risque de produire une longue récession, leur motivation en vue d'investir

[1] Voir page 38 de l'étude de l'OCDE.

[2] Cet effet est avant tout l'effet « mécanique » d'une faible activité d'investissement sur le potentiel de croissance. La baisse de croissance provoque une diminution de l'activité d'investissement en raison d'un manque de perspectives immédiates de la demande. Et à son tour une activité d'investissement plus faible entraîne une chute potentielle de la croissance. Une croissance plus élevée de la demande ne peut pas être soutenue parce que les investissements en machines et/ou bureaux et réseaux n'ont pas été réalisés.

sera mise à mal. Et à leur tour, si les efforts en matière d'investissement sont freinés, ceci signifie que le potentiel d'expansion de l'économie à des taux plus élevés de croissance est également réduit.

- **la mobilité de la main-d'œuvre :** Les travailleurs sont moins enclins à courir des risques en cas de récession. Ceci implique que les baisses prolongées de croissance s'exerceront afin de réduire la rotation de la main-d'œuvre pour une période tout aussi longue. Cependant, de nouvelles recrues et des idées neuves sont d'importants moteurs de l'innovation à l'échelon de l'entreprise. Les longues récessions tendent dès lors à réduire les performances de l'innovation, entraînant une réduction de celle-ci en raison du déficit de mobilité des travailleurs.

- **l'esprit d'entreprise :** Lorsque la situation économique est difficile, les personnes seront moins susceptibles de se lancer dans la création d'une nouvelle entreprise. En outre, les banques appliqueront des normes de crédit plus sévères et seront moins disposées à prêter de l'argent dans ce but. L'innovation peut en souffrir si l'on considère que de nouvelles entreprises introduisent souvent des produits et services nouveaux ou de nouvelles méthodes de travail.

- **la formation et l'apprentissage tout au long de la vie :** Dans un ralentissement économique, les entreprises ont tendance à maintenir leurs travailleurs (qualifiés). Néanmoins, ceci n'est pas tellement possible en cas d'une longue crise dans l'activité. Si les entreprises se rendent compte que les récessions tendent à se prolonger et q'ils ne peuvent pas maintenir l'emploi de leurs travailleurs qualifiés, l'incitation à investir dans le capital humain de leurs effectifs en souffrira.

- **les réformes facilitant la croissance :** Des réformes structurelles peuvent être ajournées lors d'une forte baisse de l'activité économique en raison du manque de marges fiscales permettant d'investir dans les personnes et de la pénurie d'institutions régissant le marché du travail de manière adéquate (accès à la formation, politiques actives organisant le marché du travail, établissement de soins, …).

FAUT-IL INCRIMINER LES SALAIRES AINSI QUE LES SYNDICATS ?

Cette étude de l'OCDE est probablement un des cas les plus convaincants qui ont été récemment rencontrés pour réévaluer le rôle et l'importance des politiques agissant sur la demande en créant de meilleurs emplois et plus nombreux, en améliorant l'innovation et les performances de croissance à long terme.

Cependant, il y a un hic. L'OCDE ajoute immédiatement que la zone euro a « intrinsèquement moins de résilience » aux chocs et «que sa politique monétaire met plus de temps pour ramener l'économie à l'équilibre ». Cette dernière affirmation de l'OCDE est fondée sur une méta-étude réalisée par De Grauwe et Storti (2005). Cette méta-étude est la synthèse des résultats de 83 études sur la diffusion de la politique monétaire dans la zone euro et les Etats-Unis. Selon la lecture de l'OCDE de cette étude, celle-ci révèle que "la politique monétaire est considérablement plus faible dans la zone euro." L'impact médian de la politique monétaire sur la croissance aux Etats-Unis serait 1,5 fois plus important et l'impact sur l'inflation serait 3,25 fois plus élevé aux Etats-Unis que dans la zone euro.

Toujours selon l'OCDE, l'un des principaux facteurs (voir ci-dessous pour un deuxième facteur) expliquant ce manque (relatif) de puissance de la politique monétaire dans la zone euro est la rigidité structurelle des marchés de produits et de la main-d'œuvre, qui rend les salaires et l'inflation moins sensibles aux conditions économiques. En d'autres termes, la Réserve fédérale peut plus facilement stimuler l'économie sans introduire de pressions inflationnistes étant donné que l'économie des Etats-Unis est moins rigide et que les travailleurs ainsi que leurs salaires sont moins protégés.

Cependant, que dit exactement l'article De Grauwe-Storti ? Un examen approfondi de ce document montre que ses auteurs invoquent en fait des arguments contraires à ceux de l'OCDE !

En premier lieu, De Grauwe/Storti observent dans leur article que l'argument type selon lequel la BCE ne peut recourir à une politique monétaire pour soutenir la croissance étant donné que les salaires et les prix sont gelés dans la zone euro, est surprenant. En effet, la théorie économique insiste sur le fait que la politique monétaire peut influencer la production et l'activité à court terme uniquement parce que les prix et les salaires sont contrôlés. Si les salaires et les prix étaient flexibles, toute injection de liquidité supplémentaire ou diminution du taux d'intérêt par la banque centrale se manifesterait par une inflation plus élevée, et non un accroissement de l'activité économique.

En examinant leurs estimations, les auteurs ont constaté que l'impact numérique à court terme

de la politique monétaire sur l'activité économique et les prix est « à peu près la même »dans la zone euro et aux Etats-Unis. Au terme d'une année, une diminution de 1% des taux d'intérêt entraîne une augmentation moyenne de la production de 0,28% tant aux Etats-Unis que dans la zone euro. La même conclusion est constatée concernant les effets de la politique monétaire sur le niveau des prix (inflation). Une diminution de 1% des taux d'intérêt aurait, après un an, augmenté le taux d'inflation moyen de 0,06% aux Etats-Unis et de 0,09% dans la zone euro[3].

Comment expliquer la contradiction avec les conclusions que l'OCDE tire des mêmes chiffres ? La réponse réside dans le fait que l'OCDE relève le chiffre médian (et non pas moyen). Techniquement parlant, ces chiffres médians sont en effet 1,5 supérieurs pour les Etats-Unis que pour la zone euro (voir tableau). Cependant, comme on peut le voir sur le tableau ci-dessous, nous parlons ici de petits nombres de sorte que 1,5 fois un chiffre de 0,25 a pour résultat un nombre (0,38) qui est très proche du nombre initial en termes absolus.

[3] Comme l'OCDE le note à juste titre, les effets à long terme de la politique monétaire sur les prix sont beaucoup plus efficaces aux Etats-Unis que dans la zone euro. Ceci implique cependant que ce sont les Etats-Unis et non la zone euro qui devraient être circonspects dans l'utilisation de la politique monétaire pour promouvoir la croissance et la demande parce qu'en l'espace de cinq années, il est apparu par deux fois que les pressions étaient plus intenses sur les prix aux Etats-Unis.

Impact à court terme d'un taux d'intérêt de 1% sur l'activité économique

	Moyen	Médian
USA	+0,28%	+0,38%
Zone Euro	+0,28%	+0,25%

Source: De Grauwe, Storti (2005)

De manière plus importante, dans l'analyse économétrique qui corrige ces chiffres moyens et médians par un contrôle d'un certain nombre de variables affectant ces coefficients estimés, les auteurs estiment que les coefficients relatifs aux Etats-Unis et la zone euro sont similaires.

En tous cas, la conclusion à laquelle De Grauwe et Storti arrivent est « qu'il ne semble pas y avoir de preuve en faveur de l'hypothèse que la BCE est handicapée par l'existence d'un manque de flexibilité structurelle (…) ». Cette conclusion est cependant opportunément oubliée et ignorée par le rapport de l'OCDE sur la zone euro.

Soit dit en passant : Un jour, dans un passé pas si lointain, il existait le miracle financier du « subprime »...

Un autre facteur qui, selon l'OCDE, provoque des chutes de croissance prolongées dans la zone euro est le fait que la titrisation non compensée des prêts hypothécaires est moins généralisée dans cette partie du monde. Pour les ménages de la zone euro, ce facteur compliquerait l'emprunt en période de récession.

Bien sûr, ceci n'a rien à voir avec les salaires et la formation des salaires en tant que tels. Cependant, il s'agit là d'une nouvelle démonstration que le programme de libéralisation promu au sein du conseil a rendu l'OCDE aveugle à une analyse économique saine et raisonnable. A présent, en ce début de 2008 et à peine un an après la publication du rapport de l'OCDE, le monde entier voit comment le modèle de titrisation sans règles ni réglementation est en train de détruire l'économie américaine et risque également de freiner l'économie européenne.

CONCLUSION

L'OCDE peut produire - et produira sans aucun doute – des autres preuves économétrique présumant que les droits des travailleurs dans la zone euro constituent un élément de rigidité dans la progression vers un ajustement harmonieux et une performance de croissance économique plus élevée. Mais tout aussi évidemment, cette « preuve » peut et sera contestée par des analyses indépendantes (comme par exemple Howell (2004)).

Cependant, l'OCDE fait fausse route lorsqu'elle explique que certains recherches confortent son attaque systématique des systèmes de formation des salaires dans la zone euro alors que ces mêmes recherches disent en réalité l'inverse. Ceci illustre à quel point certains organismes comme l'OCDE, mais également d'autres comme les banques centrales, ainsi que les ministres des finances, sont prisonniers de leurs propres à priori idéologiques.

Ronald Janssen
CES
Bruxelles, Avril 2008

Réferences

- **De Grauwe, P. an C. Costa Stortu(2005), "Is monetary policy in the EUrozone less effective than in the US?" CESifo Working Papers, no 1606**
- **Howell, D (2004) "Fighting unemployment: The limits of free market ortohodixy', Oxford University Press**
- **OECD (2007) "Economic Survey of the Euro Area**